



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Direction  
de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Arrêté n° 2020-07-06-002 du - 6 JUIL. 2020

**Objet : Ouverture d'une enquête publique environnementale concernant l'extension et le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière « Les Carrières » située sur la commune Les Albres par la SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS**

---

**La préfète de l'Aveyron**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

**Vu** le code minier ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 8 décembre 2017 portant nomination de Madame Catherine SARLANDIE de la ROBERTIE en qualité de préfète de l'Aveyron ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2017 modifié donnant délégation de signature à Madame Michèle LUGRAND, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

**Vu** les pièces du dossier de demande d'autorisation environnementale transmises par la SARL ROUQUETTE TP en vue d'être autorisée à renouveler et à étendre l'exploitation de la carrière située sur la commune Les Albres :

Dossier de demande

Pièce 1 : dossier de demande d'autorisation environnementale

Pièce 2 : annexes

Pièce 3 : étude des dangers

Pièce 4: résumé non technique de l'étude des dangers

Pièce 5 : résumé non technique de l'étude d'impact

**Vu** les avis émis au cours de l'instruction par les services consultés et joints au dossier soumis à enquête publique :

- mission régionale d'autorité environnementale Occitanie émis le 30 janvier 2020 et la réponse de l'exploitant ;

- agence régionale de santé, direction régionale des affaires culturelles, service départemental d'incendie et de secours, institut national de l'origine et de la qualité, direction départementale des territoires (services défrichement et biodiversité), direction régionale de l'environnement, aménagement et logement (directions écologie et aménagement), unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;

**Vu** le rapport émis par l'inspection des installations classées en date du 6 mars 2020 prononçant la fin de la phase d'examen de l'autorisation environnementale ;

**Vu** la décision du tribunal administratif de Toulouse en date du 12 mai 2020 portant désignation de Monsieur Pierre FAURE en qualité de commissaire enquêteur ;

**Vu** l'ordonnance du 25 mars 2020 relative à la prolongation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

**Considérant** que l'établissement projeté est soumis à la procédure d'autorisation par référence à la rubrique n° 2510-1 (exploitation de carrière) et à la procédure de l'enregistrement par référence à la rubrique n° 2515-1a (broyage, concassage, criblage, et nettoyage de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes) et 2517-1 (station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

## ARRÊTE

### **Article 1er : Ouverture de l'enquête publique environnementale**

Une enquête publique est organisée sur le territoire de la commune Les ALBRES pour une durée de 33 jours consécutifs du **18 août 2020 au 19 septembre 2020** suite à la demande d'extension et de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière sise au lieu-dit « Les Carrières » sur la commune LES ALBRES.

La commune LES ALBRES est siège de l'enquête.

Les communes d'Aubin, Asprières, Boisse-Penhot, Bouillac, Decazeville, Galgan, Les Albres, Livinhac-le-haut, Valzergues et Viviez se situent dans le rayon d'affichage de 3 km pour l'enquête publique, lequel est déterminé par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 2 : Commissaire enquêteur**

Par décision n° E 20000027/31 du 12 mai 2020, la présidente du tribunal administratif de Toulouse a désigné Monsieur Pierre FAURE en qualité de commissaire enquêteur.

### **Article 3 : Accès au dossier**

#### Accès dans les lieux d'enquête

Le dossier soumis à enquête publique accompagné des avis émis et d'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sont déposés pendant toute la durée de l'enquête à la mairie des ALBRES – Le Bourg -12220 LES ALBRES afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public (hors jours fériés et ponts) soit : mardi et jeudi de 8 heures à 12 heures et samedi de 9 heures à 12 heures.

#### Accès numérique

Parallèlement, les pièces du dossier susvisé soumis à enquête publique et les avis recueillis pendant l'instruction sont mis en ligne et accessibles à l'adresse internet <https://www.aveyron.gouv.fr> aux rubriques consultations du public - enquêtes publiques en cours.

Ce dossier, dans sa version numérique, est également consultable via un accès informatique libre et gratuit à l'adresse suivante : Office du Tourisme Square Ségalat 12300 DECAZEVILLE.

L'accès au poste numérique est ouvert du lundi au jeudi et le samedi de 10h à 12h30 et de 14h à 18h, le vendredi de 14h à 18h.

#### Autre accès

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication des dossiers soumis à enquête publique auprès de la préfecture de l'Aveyron.

Toute information sur les dossiers peut être obtenue auprès du responsable du projet soit M. ROUQUETTE SARL ROUQUETTE TP Zone d'activités du Plegat 12110 – AUBIN.



#### **Article 4 : Observations et propositions du public**

Les observations et les propositions peuvent être recueillies :

- ▶ de façon manuscrite sur le registre d'enquête déposé à la mairie des ALBRES
- ▶ par voie dématérialisée via l'adresse mail dédiée [pref-enquete-rouquette@aveyron.gouv.fr](mailto:pref-enquete-rouquette@aveyron.gouv.fr)
- ▶ par correspondance au commissaire enquêteur à l'adresse de la mairie des ALBRES, siège de l'enquête : Monsieur Pierre FAURE, Commissaire enquêteur - Mairie – Le Bourg- 12 220 LES ALBRES.

**Ne pourront être prises en compte que les observations numériques laissées sur les adresses numériques à disposition et les courriers parvenus au siège de l'enquête entre le 18 août 2020 et le samedi 19 septembre 2020 12 heures.**

Les observations manuscrites figurant dans le registre d'enquête sont tenues à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie des ALBRES. Il en est de même pour les courriers reçus en mairie.

Les observations numériques sont consultables sur le site internet <https://www.aveyron.gouv.fr>

Il est rappelé ici que les personnes peuvent se rendre dans le point numérique cité à l'article 3 du présent arrêté pour consulter les dossiers et déposer et/ou consulter les observations.

Ces observations sont également communicables pendant toute la durée de l'enquête à toute personne qui en fait la demande. Les frais de reprographie ou de mise sur support informatique sont à ses frais.

#### **Article 5 : Permanences du commissaire enquêteur**

Monsieur Pierre FAURE effectuera des permanences à la mairie des ALBRES aux jours et heures suivantes :

- mardi 18 août 2020 de 9 heures à 12 heures,
- jeudi 10 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures,
- samedi 19 septembre 2020 de 9 heures à 12 heures

Toute personne peut, à cette occasion, formuler des observations soit oralement auprès du commissaire enquêteur, soit par écrit sur le registre tenu à cet effet.

#### **Article 6 : Publicité et affichages de l'enquête publique**

Un avis d'ouverture de l'enquête est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci :

▶ par voie d'affichage dans les mairies d'Aubin, Asprières, Boisse-Penhot, Bouillac, Decazeville, Galgan, Les Albres, Livinhac-le-haut, Valzergues et Viviez dans leurs lieux habituels d'information du public.

Les maires concernés établiront un certificat attestant de l'accomplissement de cette formalité d'affichage à l'issue de l'enquête.

Il sera procédé à l'affichage de ce même avis à la sous-préfecture de Villefranche de Rouergue et à la préfecture de l'Aveyron.

▶ par voie de publication sur le site internet des services de l'État en Aveyron : [www.aveyron.gouv.fr](http://www.aveyron.gouv.fr) aux rubriques consultations-enquêtes publiques en cours

▶ par le responsable du projet dans les mêmes conditions de délai et de durée, sauf impossibilité matérielle justifiée, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Les affiches doivent être visibles et lisibles de la, ou s'il y a lieu, des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du ministre de l'environnement du 24 avril 2012.

► par voie de presse : le même avis d'ouverture d'enquête est inséré par les soins de la préfète, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Aveyron en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

## **Article 7 : Rapport et conclusions de la commission d'enquête**

A l'expiration du délai fixé à l'article 1<sup>er</sup>, le registre d'enquête, avec les documents annexés (observations et correspondances), et les observations numériques sont mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

A réception de ces documents le commissaire enquêteur :

1 - Rencontre dans la huitaine le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse. Ce délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur du registre d'enquête et des documents annexés.

Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

2 – établit un rapport comportant le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des observations produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du porteur de projet en réponse aux observations du public.

3 – Consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Il transmet dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de l'Aveyron, l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées accompagné de son rapport et de ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmet simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions au président du tribunal administratif de Toulouse.

Dès leur réception, la préfecture de l'Aveyron adresse une copie du rapport et des conclusions au responsable de la SARL ROUQUETTE TP et à la commune des ALBRES pour y être tenus sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La préfecture de l'Aveyron publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet des services de l'État en Aveyron «[www.aveyron.gouv.fr](http://www.aveyron.gouv.fr)» et le tient à la disposition du public pendant un an.

7/8

Par ailleurs, les personnes intéressées peuvent obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant à la préfète de l'Aveyron – CS 73 114 - 12031 RODEZ Cedex 9.

## **Article 8 : Avis des collectivités locales**

Les conseils municipaux des communes d'Aubin, Asprières, Boisse-Penchat, Bouillac, Decazeville, Galgan, Les Albres, Livinhac-le-haut, Valzergues et Viviez et les communautés de communes de Montbazens, Grand Figeac, Decazeville communauté, sont appelés à donner leur avis sur les dossiers soumis à la présente enquête publique.

**Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés par délibération à compter de la réception du dossier dans leur commune et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.**

## **Article 9 : Validité de l'enquête publique**

Sauf dispositions particulières, lorsque le projet, objet de la présente enquête publique n'a pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption de la décision soumise à enquête, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins que, avant l'expiration de ce délai, une prorogation de la



durée de validité de l'enquête ne soit décidée par le préfet. La durée de validité de la prorogation est de cinq ans au plus. La validité de l'enquête ne peut être prorogée si le projet a fait l'objet de modifications substantielles ou lorsque des modifications de droit ou de fait de nature à imposer une nouvelle consultation du public sont intervenues depuis la décision arrêtant le projet.

#### **Article 10 : décision à l'issue de l'enquête publique**

A l'issue de la procédure, le préfet statuera sur la demande d'autorisation environnementale par arrêté préfectoral au vu des pièces du dossier et des consultations réglementaires. La décision qui interviendra à l'issue de la procédure sera soit une autorisation assortie de prescriptions soit un refus.

#### **Article 11 :**

Pendant toute la durée de l'enquête, le maire de la commune LES ALBRES sera tenu de faire respecter les mesures sanitaires en vigueur pour faire face à l'épidémie de covid-19.

#### **Article 12 : Exécution et notification**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, l'inspecteur de l'environnement chargé des installations classées, le maire des Albres et Monsieur Pierre Faure, commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie de cet arrêté est transmis aux maires d'Aubin, Asprières, Boisse-Penchat, Bouillac, Decazeville, Galgan, Les Albres, Livinhac-le-haut, Valzergues et Viviez.

Le présent arrêté est notifié :  
- à la SARL ROUQUETTE TP

Fait à Rodez,                      - 6 JUIL. 2020

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale



Michèle LUGRAND